



## FSU 67

4 rue de Lausanne  
67000 STRASBOURG  
03 88 35 17 16

### Déclaration liminaire – CTSD du 15 février 2018

Monsieur l'Inspecteur d'académie-DASEN,

nous sommes réunis ce jour pour un second comité technique départemental suite au départ des représentants des personnels le 8 février dernier. Cette décision intersyndicale à l'initiative du SNUipp-FSU 67, rare dans le département du Bas-Rhin, a été provoquée par l'absence des documents de travail recensant explicitement les mesures de fermetures et d'ouvertures que vous envisagiez, nous empêchant de faire notre travail auprès des écoles concernées.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, tout d'abord, une remarque : Messieurs Philippe et Darmanin ont annoncé les mesures en vue de la transformation de la fonction publique. C'est l'attaque la plus violente des dernières décennies contre les fonctionnaires, au point que cela ressemble plus à la destruction des statuts, qu'à une transformation, ou même à une réforme. Avant d'envisager, dans l'éducation nationale, un plan de départ volontaire, nos responsables feraient beaucoup mieux de se préoccuper d'un plan d'arrivée volontaire. Nul doute que les syndicats et les personnels se mobiliseront contre ces projets.

Le moment de la carte scolaire est un moment important, humainement, socialement et politiquement. Car cette carte est révélatrice de l'ambition de notre pays pour son École. Que penser de cette ambition, sinon qu'elle est en berne, lorsque la dotation nationale est de 3.880 postes alors qu'il en aurait fallu 6.400 pour le dédoublement des CP voulu par le ministère ?

La priorité donnée à l'éducation prioritaire est une mesure de justice sociale pour un public économiquement, socialement et scolairement défavorisé. Mais que vaut cette mesure sans les moyens nécessaires ? Sans moyens dédiés, elle conduira inévitablement à dégrader les conditions d'enseignement et d'apprentissage partout ailleurs. Alors que l'école primaire française, largement sous-investie et marquée par des inégalités insupportables, nécessite un engagement financier massif, le projet que vous présentez aujourd'hui nous ramène aux années sombres : 90 fermetures, disparition totale des maîtres supplémentaires en REP et REP+, sans qu'aucun bilan sérieux n'ait été fait pour attester de l'efficacité ou non d'un tel dispositif. Vous prévoyez de consacrer **60 postes pour le dédoublement des CP et CE1** alors que notre département ne comptera **que 33 emplois supplémentaires**.

Avant même de songer à abonder le vivier de remplaçants qui souffre d'insuffisance notoire chronique, de reconstituer les **RASED** qui dans nombre de circonscriptions ne sont plus qu'un souvenir lointain, nous sommes à **moins 27 postes** pour la rentrée. La poursuite insensée de l'extension du **bilinguisme (21 postes)** contribuera également, comme toujours, à la dégradation des conditions d'apprentissage dans les classes monolingues.

La **FSU 67** tient aujourd'hui particulièrement à pointer du doigt une erreur stratégique fondamentale qui va à l'encontre du bon sens le plus élémentaire : alors que nous devons faire face à un accroissement dramatique des difficultés et de la souffrance liées aux élèves perturbateurs, la disparition programmée des **maîtres G** et de leur expertise est une aberration que les élèves et leurs enseignants paient d'ores et déjà très cher.

Les grandes annonces médiatiques et les incantations duperont peut-être l'opinion publique, mais la FSU67 est déjà certaine que les enseignants de notre pays, dans ces conditions, ne pourront atteindre le principal objectif qui leur est assigné : réduire les inégalités d'accès au savoir. C'est la raison pour laquelle la FSU et le SNUipp exigent un budget à la hauteur des besoins : pas plus de 20 élèves par classe, en passant par une phase transitoire de 25 maximum.

La FSU considère que la politique éducative de ce gouvernement est totalement sous-investie et indigne d'un pays comme le nôtre. En conséquence, notre fédération ne sera pas co-gestionnaire des mesures globalement destructrices du tissu scolaire que vous nous présentez. Elle votera contre ce projet de carte scolaire et continuera à porter haut et fort les couleurs d'une école et d'une société plus humaine, plus juste et plus émancipatrice.